Septembre Octobre 2024
N° 184 2 €

INTERVENTION COMMUNISTE

JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE





Le peuple-travailleur doit croire en son propre pouvoir !

La rentrée de septembre a été marquée par la nomination du politicien LR Michel Barnier au poste de 1er ministre, intervenue près de deux mois après les résultats des élections législatives qui avaient vu le « Nouveau Front Populaire » (NFP) arriver en première position sans avoir la majorité absolue. Macron a alors choisi de jouer la montre en procédant à ce qui s'apparentait déjà à un coup de force, en maintenant en place le gouvernement « démissionnaire » d'Attal pour continuer à gérer les affaires des monopoles pendant cette période estivale marquée par les jeux olympiques et paralympiques. Ces jeux ont, dans une certaine mesure, permis de détourner l'attention de cette crise politique avec des mobilisations très faibles, voire inexistantes, et le pouvoir médiatique complétement acquis à la cause de la rhétorique chauvine et à la glorification des succès sportifs et sécuritaires.

SOMMAIRE

P. 2 et 3 : Luttes
P. 4 : Message de soutien aux Latécoère
P. 5 : Vendanges et jour de repos dominical
P. 6 : Education / Portraits de ministres
P. 7 à 10 : Encart spécial *La Relève*
P. 11 : Idées reçues sur la dette publique
P. 12 : Le coût des JO
P. 13 : Rencontre avec le PC du Venezuela
P. 14 : Congrès du PC de Turquie
P. 15 et 16 : Guerre de Corée (*2ème partie*)

Dans cette période estivale, le NFP s'est engouffré dans des marchandages entre les structures le composant qui ont joué en faveur de Macron et de la droite. Macron a essayé de diviser le NFP et de récupérer certains éléments proches du macronisme, notamment du PS, mais l'alliance électorale de gauche a fini par proposer la candidature de Lucie Castets. Cette candidature a été rejetée par le président malgré les garanties de LFI de ne pas proposer de ministres issus de ses rangs, après une campagne de diabolisation médiatique contre cette force pourtant opportuniste social-démocrate, y compris par certains membres du NFP. En effet, le programme de la social-démocratie proposé par le NFP, même s'il ne propose qu'un aménagement du capitalisme, ne convient pas au grand capital dans le contexte actuel de la crise politique et économique, qui se caractérise par l'hystérie sécuritaire et l'austérité dans le pays et par les ambitions impérialistes de l'Etat français de plus en plus concurrencé sur la scène internationale.

Dans ces conditions, Macron a fini par faire appel à Michel Barnier issu des rangs de LR, alors que ce parti de droite ne représente que 8% de l'Assemblée nationale. Cette nomination a plus que jamais démontré le caractère illusoire de la démocratie bourgeoise et de ses élections, ainsi que le renforcement de l'autoritarisme de l'Etat au service des monopoles.

Le grand capital ne veut plus perdre de temps à se soumettre complétement un gouvernement social-démocrate pour mener sa politique d'austérité, car un gouvernement, quel que soit son degré de positionnement à gauche, finit toujours par mener la politique du capital sous le capitalisme. La nomination du gouvernement Barnier donne un certain nombre de garanties au RN, ce qui lui permet de ne pas être censuré. Ce gouvernement montre aussi le caractère illusoire du fameux « front républicain » anti-RN, grâce auquel Macron a pu être élu deux fois et s'est maintenu au pouvoir pour mener la politique des monopoles.

Cet axe inespéré Macron-LR-RN, déjà expérimenté sur des votes à l'Assemblée nationale depuis 2022, s'inscrit dans la continuité de l'ultra-réaction au service des monopoles. Le gouvernement de « compromis » comprend 10 ministres LR, 4 divers droite, 2 Horizons, 12 Renaissance/Ensemble, 3 Modem (17 macronistes de fait) et 2 UDI et un « divers gauche ». L'ex-majorité macroniste reste donc majoritaire.

On connaît la pratique du double langage, chez les macronistes, destinée à duper notamment les couches moyennes, prétendument préservées sur le plan fiscal : s'agissant du budget 2025, Barnier a pleinement recours à cette pratique, d'une part pour ne rien lâcher ni sur la politique austéritaire contre les services publics ni sur la retraite à 64 ans, et d'autre part pour faire croire qu'il n'augmentera les impôts que des plus riches.

Or nul doute que cette habile stratégie permet à Macron de continuer sa politique économique et sécuritaire déjà marquée bien à droite depuis longtemps et allant dans le sens de la fascisation croissante de l'appareil de l'Etat, toujours plus pour la défense des intérêts du grand capital et le renforcement de la répression contre le prolétariat. Ce dernier n'est pas assez organisé, il n'a pas de grande force politique le représentant, il est divisé par la haine propagée par les nationalistes ou influencé en partie par les illusions diffusées par la « gauche ».

Dans ces conditions, avec notre Parti, la nécessité du développement d'un parti communiste capable de représenter et d'organiser le prolétariat reste à l'ordre du jour en tant qu'objectif politique principal. Cela passe par le développement et le renforcement des liens avec le prolétariat sur les lieux de travail et de vie en posant des objectifs politiques clairs allant dans le sens du socialisme-communisme.

L'émergence de comités sur la base de nos revendications est décisive. Ces comités de base, locaux et d'usine, doivent travailler au développement des luttes : grève, occupations d'usine, actions « coups de poing », grève générale. En cas de crise révolutionnaire, ils pourront constituer des organes de double pouvoir puis des comités de prise du pouvoir organisant la grève générale politique et le soulèvement populaire pour la révolution. Dans ces comités pris ensemble, constituant un véritable front de lutte, d'action sociale, nous devons relier la lutte quotidienne contre les conséquences du capitalisme à la lutte générale contre le capitalisme.

Le peuple-travailleur doit croire en son propre pouvoir !

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !